

L'URSS et l'Afrique septentrionale :

**un changement d'approche
des relations économiques
avec le Tiers-monde ?**

Par Daniel Pineye (1)

(1) Etude réalisée sur la base d'une réflexion menée en commun avec Gérard Wild.

SOMMAIRE

| | Pages |
|----------------------------------------------------------------------|-------|
| I - L'instabilité des relations économiques | 98 |
| 1 - Des échanges commerciaux peu importants | 98 |
| a) Toujours minimes vus de l'URSS | 98 |
| b) Rarement décisifs vus du Sud | 101 |
| 2 - L'impact qualitatif de la coopération | 103 |
| a) Acquisition de devises et de matières premières pour l'URSS | 103 |
| b) Sécurité des débouchés pour le Sud | 105 |
| II - Vers une approche plus économiste ? | 107 |
| 1 - Les causes de la fragilité | 107 |
| a) Une forte concentration géographique | 108 |
| b) Un éventail étroit des secteurs de coopération | 108 |
| 2 - Les mesures de modernisation | 114 |
| a) Un financement plus souple... .. | 114 |
| b) Pour les exportateurs de matières premières | 117 |
| Conclusion | 118 |

Les relations économiques de l'URSS avec les pays en voie de développement se révèlent, à l'étude, fort instables. Si, en effet, il leur arrive parfois d'atteindre une importance relative de premier plan comme ce fut le cas avec l'Egypte (jusqu'en 1974), l'Iran (jusqu'en 1979), l'Inde régulièrement classée parmi les trois premiers partenaires en développement de l'URSS) et l'Irak (en 1978 et 1979), il est cependant rare que cette importance se maintienne sur de longues périodes, si l'on excepte le cas de l'Inde.

L'observation des modalités selon lesquelles elles s'agençaient encore jusqu'à une époque récente, conduit à attribuer leur instabilité à des bases matérielles trop fragiles. Depuis le milieu des années soixante-dix, toutefois, des efforts semblent déployés pour améliorer leur assise. Seront-ils suffisants pour convaincre le Sud de la crédibilité du partenaire soviétique ?

Le choix de l'Afrique Septentrionale (2) pour illustrer cette étude n'est, évidemment, pas gratuit. Il s'inscrit, notamment, dans le cadre d'une réflexion permanente orientée sur les succès et les revers économiques de l'URSS en Afrique, et fait suite à une note déjà publiée sur « les bases matérielles de la présence soviétique en Afrique sub-saharienne » (3). Il offre, d'autre part, un cas d'espèce particulièrement intéressant car représentatif des tendances essentielles des relations économiques de l'Union Soviétique avec l'ensemble du Tiers Monde. On y observe en effet la même concentration des échanges sur quelques partenaires et quelques produits, et, partout, la même fragilité des relations. On y relève aussi le même besoin et le même souci d'une modernisation de l'approche économique ; c'est d'ailleurs au Maghreb que, pour la première fois semble-t-il, l'URSS a introduit d'importantes innovations dans sa politique de crédits.

A partir donc des exemples de fragilité et de rationalisation qu'offre cette zone, on se propose ici de cerner la valeur de l'impact de l'approche plus « économiste » du Tiers Monde que l'URSS semble avoir depuis peu inaugurée.

(2) Algérie - Egypte - Libye - Maroc - Mauritanie - Soudan - Tunisie.

(3) Wild (G.), « Les bases matérielles de la présence soviétique en Afrique sub-saharienne », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 235, décembre 1979.

I - L'instabilité des relations économiques

Que l'on prenne ces relations économiques du point de vue de l'URSS ou de celui des pays du Sud, on ne peut leur attribuer une réelle importance quantitative. L'examen des relations commerciales bilatérales les révèle en effet marginales, sinon minimales.

Toutefois, lorsque l'on considère leur impact sur le développement économique des partenaires, on ne peut leur dénier une certaine importance qualitative.

1 - Des échanges commerciaux peu importants

En règle générale on peut qualifier de marginales, vues du Sud, ou de minimales, voire insignifiantes, vues de l'URSS, les relations commerciales bilatérales URSS-PVD. Toutefois, sur des périodes relativement brèves, des exceptions peuvent apparaître lorsque des liens privilégiés sont tissés avec un pays en voie de développement.

a) *Toujours minimales vues de l'URSS*

Ceci est particulièrement vrai pour l'Afrique Septentrionale dont les pays n'occupent que très exceptionnellement une place supérieure à 0,5 % dans le commerce extérieur soviétique (tableau 1). De 1955 à nos jours, en effet, cela n'a pu être le cas que pour l'Égypte, dont la part a crû jusqu'à 2,8 % dans les exportations et 2,6 % dans les importations en 1970, et la Libye, dont les livraisons ont représenté, en 1979, 0,7 % des importations soviétiques. Seule des autres pays de la zone, l'Algérie a pu l'atteindre, mais jamais la dépasser.

Au niveau de la zone prise comme une entité, même constatation concernant la faiblesse des relations commerciales. Elles ont, en effet, culminé à 4,1 % des exportations et 3,8 % des importations en 1970 puis fortement décrû par la suite (jusqu'à 1,1 % et 1,6 %, respectivement, en 1979). Il faut hisser l'observation jusqu'au niveau des échanges avec la totalité des pays en voie de développement pour qu'une certaine importance puisse être décelée malgré la nette diminution depuis 1970 de la part de cet ensemble dans le commerce extérieur soviétique (14,8 % en 1979 contre 15,9 % dans les exportations et 8,4 % contre 10,8 % dans les importations) (tableau 2).

TABLEAU 1 - Structure géographique du commerce extérieur de l'URSS avec les pays d'Afrique septentrionale de 1955 à 1979

| | 1955 | | 1960 | | 1965 | | 1970 | | 1975 | | 1979 | |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | X | M | X | M | X | M | X | M | X | M | X | M |
| Echanges totaux (1) | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Ensemble des PVD (1) .. | 4,1 | 5,2 | 6,0 | 9,5 | 13,7 | 10,1 | 15,9 | 10,8 | 13,8 | 11,2 | 14,8 | 8,4 |
| Afrique Septentrionale (2) | 0,4 | 0,6 | 1,6 | 2,4 | 3,1 | 2,4 | 4,1 | 3,8 | 1,9 | 2,4 | 1,1 | 1,6 |
| Algérie | 0,0 | / | 0,0 | / | 0,2 | 0,0 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,2 | 0,0 |
| Egypte | 0,3 | 0,5 | 1,3 | 2,2 | 2,6 | 2,0 | 2,8 | 2,6 | 1,1 | 1,7 | 0,3 | 0,5 |
| Libye | / | / | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,4 | 0,7 |
| Maroc | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Mauritanie | / | / | / | / | / | / | 0,0 | 0,0 | / | / | / | / |
| Soudan | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 |
| Tunisie | / | / | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

Source : Annuaire statistiques du commerce extérieur de l'URSS.

Notes : X = exportations ; M = importations ; les données étant arrondies, le cumul de la part des pays peut ne pas coïncider avec la part de l'Afrique Septentrionale prise par une entité.

(1) Les ventes d'armes, estimées à 7,3% des exportations totales et 45,7% des exportations en direction des PVD en 1978, sont comprises dans ces deux totaux.

(2) Pour les pays mentionnés et leur agrégat en une zone, les données n'incluent pas les ventes d'armes.

TABLEAU 2 - Structure géographique du commerce extérieur de l'URSS de 1955 à 1979

| | 1955 | | 1960 | | 1965 | | 1970 | | 1975 | | 1979 | |
|----------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | X | M | X | M | X | M | X | M | X | M | X | M |
| Echanges totaux | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Pays socialistes (1) | 79,6 | 80,2 | 75,7 | 70,7 | 68,0 | 69,7 | 65,4 | 65,1 | 60,7 | 52,4 | 55,7 | 56,6 |
| dont CAEM (2) | (55,8) | (56,1) | (57,5) | (51,1) | (57,3) | (58,8) | (54,3) | (57,0) | (55,6) | (48,3) | (51,2) | (52,6) |
| Pays Industrialisés | 16,3 | 14,6 | 18,2 | 19,8 | 18,2 | 20,2 | 18,7 | 24,0 | 25,6 | 36,4 | 29,5 | 35,0 |
| PVD (3) | 4,1 | 5,2 | 6,0 | 9,5 | 13,7 | 10,1 | 15,9 | 10,8 | 13,8 | 11,2 | 14,8 | 8,4 |

Source : Annuaire statistiques du commerce extérieur de l'URSS.

Notes : (1) Chine populaire, Corée du Nord, Cuba, Vietnam et Yougoslavie inclus.

(2) Conseil d'aide économique mutuelle (COMECON).

(3) Ventes d'armes incluses.

X = exportations ; M = importations.

b) Rarement décisifs, vis du Sud

Pour les pays du Sud, l'importance relative des relations commerciales bilatérales peut, dans certains cas, être plus sensible. Il n'est pas rare, en effet, de voir la part de l'URSS dans leurs échanges globaux atteindre, voire dépasser, les 3%.

C'était notamment le cas pour quatre des pays d'Afrique Septentrionale au début des années soixante-dix (tableau 3). Ainsi, dans le commerce extérieur de l'Algérie et du Maroc, partenaires traditionnels mais non point privilégiés de l'Union Soviétique, la part de l'URSS atteignait alors, respectivement, 6,6% dans les exportations et 4,0% dans les importations en 1971 (Algérie) et 3,8% dans les exportations et 4,0% dans les importations en 1972 (Maroc). Dans les cas exceptionnels, tels l'Egypte et le Soudan, elle pouvait même atteindre de telles proportions (39,7% dans les exportations de l'Egypte et 13,5% dans ses importations, par exemple, en 1971) qu'elle permettait à l'URSS d'occuper l'une des toutes premières places parmi les partenaires commerciaux de ces deux pays (4).

Depuis lors, toutefois, cette part soviétique dans les échanges des pays d'Afrique Septentrionale a nettement régressé. De 1973 à 1977, elle a, en effet, perdu 3,7 points dans les exportations agrégées de la zone et 1,0 point dans ses importations. La diminution est encore plus sensible dans les échanges bilatéraux. Ainsi, le Soudan et l'Egypte ne peuvent plus être présentés comme des partenaires exceptionnels, les 23,2% des exportations égyptiennes dirigés sur l'URSS en 1977 ne représentant, en fait, que le remboursement des crédits soviétiques antérieurs. De même, la part de l'Union Soviétique dans le commerce extérieur de l'Algérie est devenue insignifiante (1,0% dans les exportations et 1,2% dans les importations, en 1977). Seuls les flux commerciaux à destination ou en provenance du Maroc témoignent d'une certaine stabilité.

Ainsi, de quelque point de vue que l'on se place, les relations commerciales de l'URSS avec les pays de cette zone n'ont qu'à de rares exceptions atteint une importance significative. La régression régulière, de surcroît, elles accusent depuis le début des années soixante-dix ne fait qu'accentuer cette faiblesse et rend peu probable un prochain renversement de tendance.

(4) ONU. Yearbook of International Trade Statistics, 1978. New York, 1980.

L'URSS est même restée pendant plusieurs années le premier partenaire de l'Egypte dans les exportations comme dans les importations.

TABLEAU 3 - Part de l'URSS dans le commerce extérieur des pays d'Afrique septentrionale de 1970 à 1977

| | Afrique Septentrionale | | Algérie | | Egypte | | Libye | | Maroc | | Mauritanie | | Soudan | | Tunisie | |
|----------------|------------------------|-----|---------|-----|--------|------|-------|-----|-------|-----|------------|-----|--------|-----|---------|-----|
| | X | M | X | M | X | M | X | M | X | M | X | M | X | M | X | M |
| 1970 | 7,7 | 5,3 | 4,9 | 3,6 | 37,0 | 12,1 | / | 1,8 | 2,9 | 4,8 | / | 0,9 | 16,8 | 7,7 | 1,5 | 1,2 |
| 1971 | 8,1 | 5,5 | 6,6 | 4,0 | 39,7 | 13,5 | 0,0 | 1,0 | 3,5 | 4,0 | / | 0,0 | 15,4 | 7,2 | 3,3 | 1,2 |
| 1972 | 6,8 | 4,6 | 4,9 | 3,6 | 35,1 | 13,3 | 1,7 | 0,9 | 3,8 | 4,0 | / | 0,1 | 0,4 | 4,5 | 2,9 | 1,2 |
| 1973 | 6,0 | 3,2 | 4,1 | 3,0 | 32,9 | 7,1 | 1,4 | 1,2 | 3,1 | 3,9 | / | 0,1 | 0,0 | 5,4 | 2,1 | 1,3 |
| 1974 (1) | 3,6 | 3,4 | 1,9 | 2,9 | 32,9 | 8,8 | / | 1,3 | 1,8 | 3,1 | / | | 1,0 | 1,0 | 1,1 | 1,4 |
| 1975 (1) | 5,0 | 2,3 | 2,2 | 1,2 | 43,2 | 5,9 | / | 0,6 | 3,0 | 2,9 | / | | 2,6 | 0,7 | 1,1 | 0,4 |
| 1976 (1) | 2,9 | 2,5 | 1,7 | 2,1 | 24,4 | 5,0 | / | 0,6 | 4,3 | 2,6 | / | | | | 0,9 | 0,1 |
| 1977 (1) (2) . | 2,3 | 2,2 | 1,0 | 1,2 | 23,2 | 5,6 | / | 0,5 | 3,9 | 2,6 | / | | | | 0,5 | 0,7 |

Source : Yearbook of International Trade Statistics, 1978, ONU, 1980.

Notes : (1) Les statistiques disponibles du commerce extérieur s'arrêtent à 1973 pour la Mauritanie et 1975 pour le Soudan.

(2) Pour certains produits, et notamment le pétrole, l'URSS enregistre les données de son commerce extérieur selon la nationalité des contractants et non pas le pays de dernière destination. Ainsi, en 1977, les livraisons de pétrole libyen, toutes vouées à réexportation, sont enregistrées dans les statistiques soviétiques mais pas dans les statistiques libyennes.

Cette faiblesse relative des échanges n'est pas propre à l'Afrique Septentrionale. Elle peut également être observée, à des degrés divers, dans les autres zones du Tiers Monde.

2 - L'impact qualitatif de la coopération

Le fait que les relations commerciales entre l'URSS et les pays du Sud soient restées modestes n'empêche pas que, prises globalement, leurs relations économiques aient acquis une certaine importance au fil des ans. L'impact qualitatif de ces relations n'est, évidemment, pas le même pour chacun des partenaires mais on peut toutefois avancer qu'elles jouent un rôle important dans leur recherche de moyens complémentaires de croissance.

a) *Acquisition de devises et de matières premières, pour l'URSS*

Pour l'URSS, en effet, les relations avec le Sud s'inscrivent directement dans les plans d'acquisition de moyens complémentaires de croissance économique tant par les profits que lui procurent ses ventes d'armement que par la sécurité des approvisionnements que lui offrent les contrats à long terme sur lesquels ces relations sont basées.

Outre les avantages de dépendance stratégique que peuvent lui valoir de telles transactions, les ventes d'armes sont pour l'Union Soviétique une substantielle source de ces recettes en devises convertibles qui lui sont indispensables pour acquérir la technologie qui lui fait défaut dans les secteurs de pointe sans que son endettement vis-à-vis du monde occidental n'atteigne un seuil intolérable.

Depuis qu'au milieu des années soixante la nouvelle direction soviétique a imprimé une plus grande ouverture aux relations économiques Est-Ouest, la part des importations dans les investissements en machines et équipements de l'URSS n'a cessé de s'accroître. En 1977, elle dépassait 27 % dont plus de la moitié en provenance des pays occidentaux (5). Pour ces achats de technologies, deux formes seulement de financement étaient possibles : un paiement en devises convertibles ou des emprunts placés sur les marchés occidentaux. Ne pouvant, malgré l'augmentation de ses recettes pétrolières après 1973, régler « cash » le montant de ses acquisitions, l'Union Soviétique se résolut alors à adopter

(5) Sokoloff (G.) : « La politique soviétique d'importation d'équipements : motivations générales et raisons spécifiques de l'appel aux pays occidentaux ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 10, n° 4, 1979, p. 122.

une voie moyenne : un accroissement contrôlé de son endettement conjointement à une augmentation de ses recettes en devises. Si, de la sorte, l'endettement du pays atteignait déjà 13,5 milliards de dollars au 31 décembre 1978 (6), il restait parfaitement supportable car la charge de cette dette ne représentait que 28 % des exportations en devises convertibles. Pendant la même année 1978, les ventes d'or non monétaire sur les marchés occidentaux et d'armes dans le Tiers Monde lui rapportaient, respectivement, 2,7 et 1,6 milliards de dollars rétablissant ainsi le solde de sa balance des paiements courants en devises convertibles et contribuant fortement à le rendre positif de 467 millions de dollars (7).

Bien qu'en lui-même non décisif, l'impact des ventes d'armes sur les capacités de développement de l'économie soviétique ne peut être nié. Mais il n'est pas le seul facteur positif pour l'URSS dans ses relations avec le Sud. Un autre élément, doté d'une importance relative comparable, tend de plus en plus nettement à apparaître : la recherche d'une sécurité maximale des approvisionnements complémentaires en matières premières et en produits semi-élaborés.

En effet, malgré l'abondance reconnue de ses ressources minérales naturelles : 55 % des richesses énergétiques mondiales (ressources hydro-électriques comprises), 41 % des réserves de fer, 80 % des réserves de manganèse, 54 % des réserves de potassium, etc. (8), l'URSS n'en connaît pas moins un déficit certain dans ses approvisionnements en matières premières, notamment en bauxite, tungstène, étain, molybdène, cobalt et phosphate, pour ne reprendre que les cas les plus connus.

Que ce déficit soit dû aux difficultés inhérentes au déplacement vers l'Est des centres d'extraction (sévérité des conditions climatiques, faiblesse des infrastructures existantes, etc.) ou à une insuffisance des ressources nationales (qui semble, cependant, n'être réelle que pour la bauxite ou ses substituts usuels, telle la néphéline), il n'en impose pas moins aux dirigeants soviétiques une politique spécifique d'approvision-

(6) Lemoine (F.) : « La balance des paiements des pays d'Europe de l'Est en 1978 », note CEPII, juin 1980, p. 16.

(7) Lemoine (F.), *op. cit.*, annexe II.

Autres postes contribuant à rendre positif le solde de cette balance :

— revenus nets du tourisme : 200 millions de dollars ;

— revenus nets des transports : 970 millions de dollars ;

— dépôts dans les banques occidentales : 685 millions de dollars.

(8) De sources soviétiques reprises dans différents articles occidentaux, notamment :

Goldman (M.I.) : « The Changing Role of Raw Material Exports and Soviet Foreign Trade », *Soviet Economy in a time of change. Joint Economic Committee*, octobre 1979, vol. 1, p. 177.

Notons, toutefois, qu'il s'agit là de ressources potentielles. En ce qui concerne l'énergie, par exemple, les réserves « économiquement récupérables » sont plutôt de l'ordre de 17 % d'après « Energy Reserves and Supplies in the ECE Region. Present Situation and Perspectives ». ONU, New York, 1978.

nements complémentaires. Cette politique spécifique s'articule autour de deux axes principaux dont la résultante commune est la recherche d'une sécurité maximale dans les approvisionnements. La meilleure garantie de sécurité consistant à concentrer autant que faire se peut les achats sur les autres pays socialistes, l'Union Soviétique s'y procure, aussi souvent qu'il lui est possible, l'essentiel de ses besoins : le nickel à Cuba, l'antimoine en Yougoslavie, le soufre natif en Pologne, le spath-fluor et bientôt (à l'horizon 1982-1983) le molybdène en Mongolie Extérieure, etc. Mais pour l'étain, la bauxite et les phosphates notamment, elle a dû imaginer — puis systématiser à la fin des années soixante — une approche spécifique du Tiers Monde ; ceci pour éviter de trop dépendre, à moyen ou plus long terme, des aléas des bourses aux métaux ou, comme c'est à présent le cas avec les mesures américaines d'embargo sur les livraisons d'acide superphosphorique, des pressions des gouvernements occidentaux. Des contrats à long terme lui assurent ainsi des livraisons régulières d'étain de Bolivie, de bauxite de Guinée et, depuis 1978, de phosphate et de produits phosphatés du Maroc.

b) Sécurité des débouchés pour le Sud

Pour les pays en développement aussi, les relations économiques Est-Sud s'inscrivent dans un contexte de recherche de moyens complémentaires de croissance. Complémentaires, ces moyens de croissance proposés par l'URSS le sont à plusieurs niveaux : au niveau, certes, négatif de l'insuffisance des capacités soviétiques d'aide au développement qui relègue l'Est dans un rôle de partenaire d'appoint, mais au niveau, aussi, de la coïncidence de certains des intérêts économiques de chacun des partenaires.

L'URSS, nous venons de le voir, recherche, notamment, dans le Tiers Monde une sécurité quasi-certaine des approvisionnements pour les matières premières minérales qu'elle ne peut se procurer au sein du monde socialiste. Il en va de même pour de nombreux autres produits : caoutchouc naturel, agrumes, légumes, café, cacao, épices, etc. Ne pouvant, ou ne voulant, sacrifier une partie de ses ressources en devises convertibles à l'acquisition de la totalité de ces produits, elle propose au Tiers Monde un type de coopération basé sur des accords de troc à long terme : fourniture d'équipements et d'assistance technique pour la réalisation de projets, le plus souvent industriels, contre livraison en retour de produits divers ou issus des objectifs de coopération.

L'avantage que peut alors retirer un récipiendaire de ce type de coopération apparaît clairement : augmentation des capacités de production de certains biens vitaux moyennant un financement qui, en appa-

rence au moins, n'alourdit pas la charge de sa dette extérieure et ouverture d'un débouché stable pour ses productions excédentaires.

En 1979, par exemple, le marché soviétique a ainsi absorbé pour 670 millions de roubles (1,8 % des importations totales de l'URSS, 22 % de ses importations en provenance du Tiers Monde) de marchandises livrées dans le cadre du remboursement des crédits de coopération. L'Irak et la Syrie lui ont fourni 6,9 millions de tonnes de pétrole brut, l'Iran et l'Afghanistan 9,5 milliards de mètres-cubes de gaz naturel, l'Inde 90 000 tonnes de fonte et 95 000 tonnes de laminés ferreux, la Guinée 2,5 millions de tonnes de bauxite, la Turquie 33 000 tonnes d'oxyde d'aluminium, etc. (9). La même année, l'Afrique Septentrionale lui a livré pour 98,2 millions de roubles de coton (fibres et fils), 54,5 millions d'oranges fraîches, 27,7 millions de vins et 12,5 millions d'arachides.

Ces livraisons ne représentent certes pas de réelles recettes d'exportation pour ces pays, mais elles donnent la mesure de ce qu'ont pu être leurs économies de devises convertibles lors de la définition des projets de coopération.

Globalement, vis-à-vis des besoins de l'ensemble du Tiers Monde, les capacités soviétiques d'aide au développement s'avèrent insuffisantes, mais leur concentration sur certains pays et certains besoins spécifiques de ces pays leur procure un impact qui, s'il n'est pas décisif dans le processus de développement, ne peut pour autant être sous-estimé.

Ainsi, pour s'en tenir au cas de l'Afrique Septentrionale, de 1960 à 1970 les programmes de coopération soviéto-égyptiens auraient représenté 25 à 30 % des investissements dans l'économie nationale de l'Egypte (dont 10 % financés directement par les crédits soviétiques) (10). Fleuron de cette coopération, le complexe hydroélectrique d'Assouan, dont le coût a été estimé à 404 millions de livres égyptiennes (soit environ 58 millions de francs français), a fourni, en 1978, 55,5 % des besoins en électricité de l'Egypte, permettant ainsi d'alimenter le complexe sidérurgique d'Hélouan (capacité 1,6 million de tonnes d'acier par an ; construit également avec l'assistance soviétique), la fonderie d'aluminium de Nag Hammadi (capacité 100 000 tonnes par an ; même remarque que pour Hélouan) et 2 254 villages (soit 55 % de l'habitat rural ; équipés avec l'assistance soviétique) ; antérieurement, sa retenue d'eau avait

(9) Teodorovic (T.) : « Satrudnicestvo SSSR S razvivajuscimisja stranami » (La coopération de l'URSS avec les pays en voie de développement), *Vnesnjaja Torgovlja*, 1980/5, p. 25.

(10) Teodorovic (T.) : « Rol' sovet'skogo sojuza v ukreplenil gosudarstvennogo sektora v ekonomike razvivajuscikhsja stran » (Le rôle de l'Union Soviétique dans le renforcement du secteur d'Etat de l'économie des pays en voie de développement). *Vnesnjaja Torgovlja*, 1979/2, p. 39.

déjà permis d'irriguer et de mettre en culture 600 000 hectares de désert et de doubler la production de riz du pays entre 1960 et 1973 (11). Quel que soit le crédit que l'on accorde à la polémique développée sur le thème des effets secondaires nuisibles (développement de la bilharziose, remontée de sels, disparition du limon fertilisant, etc.) de cette réalisation, on ne peut manquer d'en relever l'impact sur la satisfaction de certains besoins fondamentaux du pays.

Toutefois, l'exemple de l'Egypte rappelle que, si l'impact des relations Est-Sud peut être bien réel, il n'en est pas pour autant un gage de permanence de ces relations. Complémentaires, elles ne durent que ce que dure... la coïncidence des intérêts politiques entre les partenaires. Les bases matérielles de la présence soviétique dans le Tiers Monde apparaissent alors bien fragiles.

II - Vers une approche plus économiste ?

A cette fragilité des bases matérielles de la présence soviétique dans le Tiers Monde, deux causes essentielles : l'extrême concentration des relations économiques sur quelques partenaires et les modalités de la coopération. Les experts soviétiques n'ont pas manqué de les relever et certains efforts de rationalisation peuvent être observés depuis le début des années soixante-dix.

Le remède, toutefois, semble n'être qu'imparfaitement adapté au mal et n'affecte, partiellement de surcroît, qu'une seule des causes essentielles. Veut-il, alors, vraiment guérir ou traite-t-il seulement cette fragilité comme l'effet secondaire d'un mal plus profond ?

1 - Les causes de la fragilité

Concentration des relations économiques et modalités de la coopération peuvent jouer un rôle positif dans la recherche de moyens complémentaires de croissance. Elles ont toutefois pour corollaire l'insuffisance de la diversification des partenaires et des courants d'échange et une spécialisation trop étroite dans la définition et le financement des projets de coopération.

(11) Teodorovic (T.), *Vnesnjaja Torgovlja*, 1979/2, op. cit., pp. 39 et 40.

a) *Une forte concentration géographique*

En Afrique Septentrionale notamment, l'insuffisance de la diversification des partenaires apparaît tout autant au niveau des relations commerciales qu'à celui des relations économiques globales.

On peut, en effet, observer sur le graphique ci-après un parallélisme étroit jusqu'en 1975 — un peu plus distendu de 1975 à 1978 — entre le commerce de l'URSS avec l'Égypte et son commerce avec l'ensemble de l'Afrique Septentrionale. Et si l'année 1979 marque un renversement de tendance, celui-ci n'est pas dû à une diversification des échanges mais au remplacement de l'ex-partenaire privilégié par un autre : la Libye.

Un phénomène analogue peut être relevé dans la répartition des ouvertures de crédits : de 1954 à 1977, l'Égypte a bénéficié de 59,4 % des offres de crédit de l'URSS et le renversement de tendance de 1978 s'est effectué au profit d'un partenaire unique : le Maroc (tableau 4).

Les relations économiques de l'URSS avec une zone ou l'ensemble du Tiers Monde sont ainsi étroitement liées à un ou à quelques partenaires dont dépendent leur stabilité. Que l'un modifie l'orientation géographique de ses échanges, et le volume des flux commerciaux accuse une forte tendance à la baisse.

De même, la trop grande spécialisation sectorielle des flux commerciaux peut, en certains cas, compromettre l'expansion ou le maintien du volume des échanges. Dans les ventes soviétiques à l'Afrique Septentrionale, les machines et les équipements comptent pour 44,7 % (tableau 5). Qu'un programme de coopération soit refusé ou annulé, et les exportations soviétiques vers la zone régressent. Il pourrait en advenir de même aux importations si le pétrole libyen (25,3 % des achats à la zone), les filés de coton égyptiens (19,4 %) ou les fruits marocains (9,6 %) (tableau 6) étaient acheminés dans d'autres directions.

b) *Un éventail étroit des secteurs de coopération*

Trop étroite, la concentration l'est autant pour les schémas adoptés de financement de la coopération que pour les secteurs industriels qu'elle concerne.

Les schémas de financement, on l'a vu, présentent, certes, à chacun des partenaires l'avantage d'occasionner des économies de devises convertibles, mais ils recèlent en eux-mêmes les limites au développement des échanges. Clearing, contre-achat et compensation supposent en effet des flux équilibrés, au moins sur le long terme, et, par là même, bornent le montant de la coopération aux capacités d'exportation du partenaire

Echanges commerciaux de l'URSS avec l'Afrique septentrionale de 1965 à 1979,

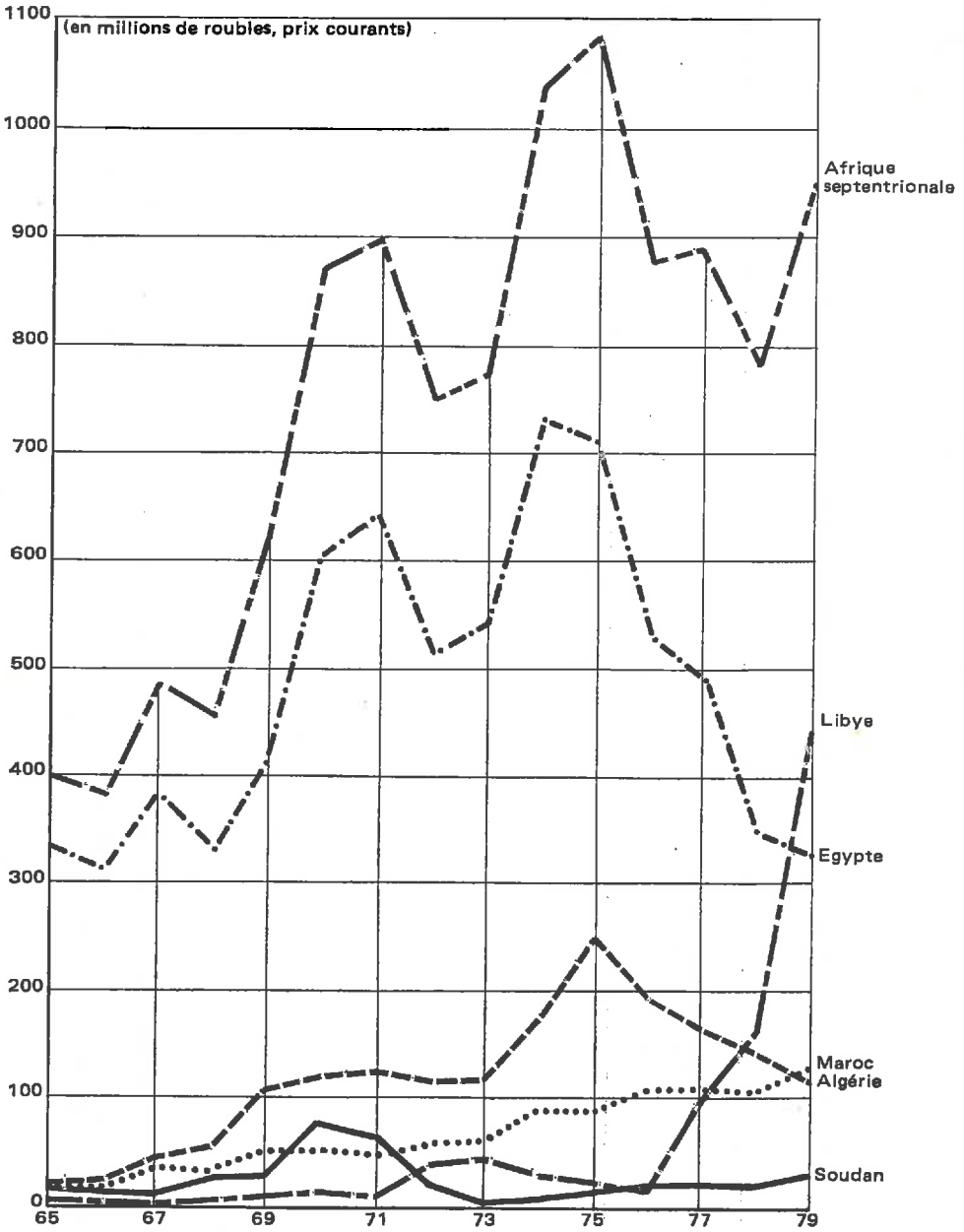


TABLEAU 4 - Ouvertures de crédits soviétiques à l'Afrique septentrionale, de 1954 à 1978, en millions de dollars, prix courants, et en pourcentage

| | Afrique Septentrionale | | Algérie | | Egypte | | Libye | | Maroc | | Mauritanie | | Soudan | | Tunisie | |
|---------------|------------------------|-------|-------------|------|-------------|------|-------------|-----|-------------|-------|-------------|-----|-------------|-----|-------------|-----|
| | Millions \$ | % | Millions \$ | % | Millions \$ | % | Millions \$ | % | Millions \$ | % | Millions \$ | % | Millions \$ | % | Millions \$ | % |
| 1954-1977 ... | 2 424 | 100,0 | 715 | 29,5 | 1 440 | 59,4 | 0 | 0,0 | 100 | 4,1 | 8 | 0,3 | 65 | 2,7 | 96 | 4,0 |
| 1978 | 2 000 | 100,0 | 0 | 0,0 | 0 | 0,0 | 0 | 0,0 | 2 000 | 100,0 | 0 | 0,0 | 0 | 0,0 | 0 | 0,0 |

Source : « Communist aid activities in non-communist less developed countries, 1978, a research paper », CIA, Library of Congress, septembre 1979, pp. 7, 8 et 10.

TABLEAU 5 - Principaux postes des exportations soviétiques vers les pays d'Afrique septentrionale en 1978
milliers de roubles, prix courants (*)

| | Afrique Septentrionale | | Algérie | | Egypte | | Libye | | Maroc | | Soudan | | Tunisie | |
|---------------------------------------------|------------------------|-------|----------|-------|----------|-------|----------|-------|----------|-------|----------|-------|----------|-------|
| | 1 000 R. | % | 1 000 R. | % | 1 000 R. | % | 1 000 R. | % | 1 000 R. | % | 1 000 R. | % | 1 000 R. | % |
| Exportations totales | 356 500 | 100,0 | 88 300 | 100,0 | 147 500 | 100,0 | 51 800 | 100,0 | 56 600 | 100,0 | 2 700 | 100,0 | 9 600 | 100,0 |
| Machines et équipements | 159 495 | 44,7 | 44 027 | 49,9 | 71 551 | 48,5 | 41 075 | 79,3 | 958 | 1,7 | 392 | 14,5 | 1 492 | 15,5 |
| dont : équipements sidé- rurgiques | 39 857 | 11,2 | 33 175 | 37,6 | 6 603 | 4,5 | — | — | 14 | 0,0 | 34 | 1,3 | 31 | 0,3 |
| matériel transport automobile (1) ... | 35 894 | 10,1 | — | — | 35 792 | 24,3 | 102 | 0,2 | — | — | — | — | — | — |
| Combustibles solides | 18 598 | 5,2 | 1 526 | 1,7 | 17 072 | 11,6 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Pétrole et produits pétro- liers | 45 505 | 12,8 | 21 | 0,0 | 395 | 0,3 | — | — | 44 599 | 78,8 | 490 | 18,1 | — | — |
| Ciment | 12 166 | 3,4 | 3 117 | 3,5 | — | — | 5 197 | 10,0 | — | — | — | — | 3 852 | 40,1 |
| Sciages résineux | 32 546 | 9,1 | 8 792 | 10,0 | 16 218 | 11,0 | — | — | 4 629 | 8,2 | — | — | 2 907 | 30,3 |
| Divers ventilés (2) | 41 263 | 11,6 | 2 806 | 3,2 | 33 095 | 22,4 | 3 535 | 6,8 | 196 | 0,3 | 1 319 | 48,9 | 312 | 3,3 |
| Non ventilé (3) | 46 927 | 13,2 | 28 011 | 31,7 | 9 169 | 6,2 | 1 993 | 3,8 | 6 218 | 11,0 | 499 | 18,5 | 1 037 | 10,8 |

Source : Annuaire statistique du commerce extérieur de l'URSS, 1978.

Notes : (1) Pièces détachées incluses.

(2) Dont Soudan : tissus divers 920 000 R.

(3) On ignore le contenu exact de ces non-ventilés. Une seule certitude : il ne peut s'agir des ventes d'armes.

(*) 1 rouble = 1,46393 dollar.

TABLEAU 6 - Principaux postes des importations soviétiques en provenance des pays d'Afrique septentrionale en 1978
milliers de roubles, prix courants

| | Afrique Septentrionale | | Algérie | | Egypte | | Libye | | Maroc | | Soudan | | Tunisie | |
|-------------------------------------|------------------------|-------|----------|-------|----------|-------|----------|-------|----------|-------|----------|-------|----------|-------|
| | 1 000 R. | % | 1 000 R. | % | 1 000 R. | % | 1 000 R. | % | 1 000 R. | % | 1 000 R. | % | 1 000 R. | % |
| Importations totales | 422 416 | 100,0 | 51 300 | 100,0 | 198 000 | 100,0 | 106 816 | 100,0 | 47 400 | 100,0 | 15 700 | 100,0 | 3 200 | 100,0 |
| Pétrole brut | 106 816 | 25,3 | — | — | — | — | 106 816 | 100,0 | — | — | — | — | — | — |
| Liège | 5 052 | 1,2 | 833 | 1,6 | — | — | — | — | 4 111 | 8,7 | — | — | 108 | 3,4 |
| Coton en fibre | 8 371 | 2,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | 8 371 | 53,3 | — | — |
| Filés de coton | 82 095 | 19,4 | — | — | 82 095 | 41,5 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Arachides | 4 326 | 1,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | 4 326 | 27,6 | — | — |
| Riz | 9 080 | 2,1 | — | — | 9 080 | 4,6 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Fruits | 55 956 | 13,2 | — | — | 15 261 | 7,7 | — | — | 40 695 | 85,9 | — | — | — | — |
| Légumes | 8 660 | 2,1 | — | — | 8 660 | 4,4 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Huile d'olives | 2 785 | 0,7 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 2 785 | 87,0 |
| Vins | 49 306 | 11,7 | 49 070 | 95,7 | — | — | — | — | 236 | 0,5 | — | — | — | — |
| Essences odorantes naturelles | 16 515 | 3,9 | — | — | 16 515 | 8,3 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Cosmétiques et parfums .. | 17 407 | 4,1 | — | — | 17 407 | 8,8 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Divers autres | 56 047 | 13,3 | 1 397 | 2,7 | 48 982 | 24,7 | 0,0 | 0,0 | 2 358 | 4,9 | 3 003 | 19,1 | 307 | 9,6 |

Source : Annuaire statistique du commerce extérieur de l'URSS, 1978.

le plus faible. Et quand bien même le récipiendaire aurait-il d'importants excédents, un développement sans entrave des échanges exigerait une bonne adéquation de ces produits aux besoins du bailleur. Que peuvent offrir en retour des pays démunis de richesses naturelles comme la Tunisie, l'Egypte ou le Soudan, par exemple ? Des agrumes et du coton. Mais l'URSS est le premier producteur mondial de coton. Les meilleures perspectives de coopération s'offrent ainsi aux pays du Sud les plus richement dotés en ressources naturelles, telle la Libye dont il n'est pas surprenant alors de voir l'importance relative de la part qu'elle tend à occuper dans la zone. Mais, comme en témoigne l'insignifiance de la part que l'URSS occupe dans les importations libyennes, ces pays riches du Sud ne sont pas les plus intéressés par ses offres de coopération.

Elle propose en effet des crédits liés à l'achat de ses propres équipements et la dynamique des échanges s'en trouve ainsi freinée car ses technologies sont souvent encore peu compétitives.

Par ailleurs, la coopération soviétique s'exerce de préférence sur les secteurs lourds de l'industrie : sidérurgie, énergie, extraction et traitement des minéraux, etc. Depuis les années cinquante, 70 % environ des 16,1 milliards de roubles de crédits ouverts au bénéfice du Tiers Monde ont été affectés au développement de ces secteurs (12). Ainsi, au début de 1980, les « objectifs » de coopération mis en service dans le Tiers Monde avec l'assistance soviétique produisaient-ils :

- 19,6 millions de tonnes d'acier,
- 65,3 millions de tonnes de pétrole brut,
- 11,6 millions de tonnes de produits pétroliers,
- et 21,5 millions de tonnes de charbon,

alors que la puissance installée des centrales électriques atteignait 12 millions de kilowatts, la superficie des terres mises en culture 700 000 hectares et la longueur des infrastructures routières et ferroviaires 4 000 kilomètres.

Ce type de coopération a cependant atteint ses limites, surtout dans la sidérurgie, et, progressivement, la source de croissance des échanges que représentait la coopération en ces secteurs est apparue insuffisante. Dans certains pays elle s'est même tarie car la capacité d'absorption des pays du Sud en produits de l'industrie lourde est relative-

(12) Déclaration de A. Velkov, chef de la délégation du CAEM à la CNUCED, Manille, 1979.

ment limitée et l'extension, au-delà de ce seuil, des capacités de production n'a de sens que si les excédents peuvent être exportés. En Afrique Septentrionale, où l'on a multiplié les projets : Héliouan (en Egypte), Annaba et El Hadjar (en Algérie) et à présent Misuratah (en Libye), les espoirs d'effets d'entraînement de l'industrie lourde sur le développement économique d'ensemble, ont été déçus (13) ; c'est semble-t-il le cas de l'Algérie qui, après deux plans quadriennaux d'industrialisation accélérée paraît, à présent, chercher plutôt des gains de productivité dans l'éclatement en petites unités des grands complexes de production précédemment créés.

2 - Les mesures de modernisation

Déployés, semble-t-il, depuis la deuxième moitié des années soixante mais apparents dans les observations depuis surtout le milieu des années soixante-dix, ces efforts de rationalisation sont plus orientés sur la recherche d'une complémentarité réelle des intérêts avec le Sud que sur la recherche de remèdes à apporter aux causes spécifiques de la fragilité précédemment soulignée.

a) *Un financement plus souple...*

Ainsi, la coopération dans l'industrie lourde occupe encore la place d'honneur dans les relations économiques Est-Sud mais elle tend à se cristalliser sur la prospection, l'extraction et le traitement primaire des matières premières. Les spécialistes soviétiques font, en effet, remarquer que ce secteur peut être considéré comme la clef de voûte de la complémentarité souhaitée. En effet, avancent-ils, les besoins d'importation de matières premières de l'URSS et de l'Europe de l'Est s'accroissent régulièrement (14) alors que dans la plupart des pays en voie de développement l'accumulation primaire du capital nécessaire à un développement économique accéléré n'est possible que dans le cadre d'une exploitation optimale des richesses naturelles (15). Est et Sud ne peuvent ainsi que se procurer des avantages mutuels importants en initiant une coopération dans ce domaine. La politique de recherche d'approvisionnements complémentaires en matières premières se présente alors comme partie intégrante du faisceau des efforts de rationalisation des relations. Ils sont très clairement exposés dans un article de G. Prokhorov publié dans le

(13) Wild (G.) : « Les relations économiques entre l'Est et le Sud dans la perspective de la crise des échanges Internationaux », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 193, février 1978, p. E-6.

(14) « Toplivo-syr'evaja problema v uslovijakh socialisticeskoj ekonomiceskoj integracii », *Nauka*, Moscou, 1979, p. 113.

(15) Teodorovic (T.), *Vnesnjaja Torgovlja*, 1980/5, *op. cit.*, p. 25.

numéro 11 de 1979 de la revue soviétique *Voprosy Ekonomiki* et dont les principaux points sont les suivants :

— il est indispensable de planifier non seulement le volume des flux, objets de la coopération, mais également l'importance des ressources financières, matérielles et humaines à mettre en œuvre car les dépenses de coopération s'avèrent n'être qu'une forme particulière d'investissements dans l'économie procurant des avantages comparatifs très souvent supérieurs aux profits retirés de l'exploitation de ressources naturelles nationales ;

— il est de ce fait nécessaire de lier étroitement les processus d'intégration au sein du CAEM et de coopération avec le Tiers Monde car le critère le plus important du choix d'un objectif de coopération est l'impact que le projet pourra avoir sur les approvisionnements du CAEM en produits « moins chers ou, au pire, pas plus chers », que les produits identiques sur les marchés mondiaux ;

— une sélection rigoureuse des partenaires doit alors être faite en fonction :

- a) de leur orientation économique et sociale,
- b) des aspirations qu'ils éprouvent à se rapprocher du CAEM,
- c) de l'importance de leurs ressources naturelles et humaines,
- d) des besoins du CAEM (16).

Il serait, bien sûr, exagéré d'affirmer que le Maroc correspond en tous points à la définition ainsi faite du partenaire idéal, la monarchie chérifienne pouvant difficilement être qualifiée de sympathisante des orientations marxistes-léninistes, mais l'accord de coopération à long terme conclu le 10 mars 1978 à Moscou pour la mise en exploitation du gisement de phosphates de Meskala entre en droite ligne dans le cadre de cette rationalisation des approvisionnements en matières premières.

Aux termes de cet accord, Moscou a ouvert au Maroc une ligne de crédit de 2 milliards de dollars en devises convertibles (dont 20 millions seulement ont, jusqu'à présent, été tirés), remboursable en 20 ans, selon un intérêt de 2,5 % par an, par des livraisons de phosphate brut, de superphosphate triple et d'acide phosphorique (17). Outre le fait qu'il

(16) Prokhorov (G.) : « Proizvodstvennaja kooperacija stran SEV s razvivajuscimisja gosudarstvami » (La coopération des pays du CAEM avec les Etats en développement dans le domaine de la production), *Voprosy Ekonomiki*, 1979/11, pp. 84-85 et 86.

(17) B.A. : « Analyse de l'accord à long terme de coopération économique et technique sur les phosphates entre le Maroc et l'Union Soviétique », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 240, mai 1980, pp. 34-40.

corresponde plus, pour l'URSS, à une recherche d'avantages comparatifs qu'à un besoin réel dû à une insuffisance des réserves en phosphates (18), cet accord présente deux caractéristiques qui révèlent aussi des efforts de rationalisation des modes de financement des relations économiques.

Il est très rare, et tout récent, de voir l'URSS accorder des crédits non liés et libellés en devises convertibles. Le Maroc est ainsi l'un des tout premiers pays du Sud à en bénéficier. L'une des bases matérielles fragiles, liées à la faible compétitivité de la technologie que l'URSS peut transférer, tend ainsi à disparaître.

Autre exemple de cette nouvelle libéralité, un crédit de montant inconnu mais libellé en francs français a été accordé à l'Algérie au début de l'année 1980 ; il servira à financer un nouveau programme de coopération portant, notamment, sur la construction d'une centrale thermique de 630 000 kW et d'un complexe d'enrichissement du minerai de tungstène près de Tamanrasset (19).

Ces efforts tout récents de rationalisation des modes de financement des programmes de coopération font, sans doute, suite à ceux déployés depuis la fin des années soixante pour remplacer les accords de clearing par des accords spécifiant un règlement en devises convertibles sur la base des prix moyens mondiaux des marchandises échangées dans le cadre des accords commerciaux. A l'heure actuelle le commerce extérieur de l'URSS avec les pays en développement ne compte plus que 14 partenaires avec lesquels les échanges se font sur la base d'accords de clearing (20) et plus que deux, l'Egypte et le Maroc, en Afrique Septentrionale ; encore convient-il de noter que le dernier accord commercial soviéto-marocain prévoit un règlement définitif des comptes de clearing au 31 décembre 1981 et des règlements en devises convertibles à compter du 1^{er} janvier 1982.

(18) Si, en effet, les gisements de la presqu'île de Kola sont à présent en voie d'épuisement, les gisements de Selgdar au Sud de la Yakoutie n'ont pas encore été mis en exploitation, du moins semble-t-il.

(19) Dépêche de l'Agence TASS du 25 avril 1980. Bien que cette dépêche ne mentionne pas les modalités de remboursement, le tungstène faisant partie des minéraux dont les réserves sont déficitaires, il est permis d'imaginer qu'il fera l'objet de livraisons de compensation.

(20) Lemoine (F.) : « La balance des paiements des pays d'Europe de l'Est en 1978 », note CEPII, juin 1980, p. 19 ; ces 14 pays sont les suivants : Afghanistan, Bangladesh, Inde, Jordanie, Iran, Laos, Emirats Arabes Unis, Pakistan, Syrie, Turquie, Egypte, Mali, Maroc et Mozambique.

Depuis la parution de cette note le texte de l'accord commercial soviéto-algérien du 17 novembre 1979 a été publié. Les échanges devant se régler en devises à compter du 1^{er} janvier 1980, l'Algérie, 15^e pays cité, a été retiré de la liste.

b) Pour les exportateurs de matières premières

Si l'on peut, certes, du point de vue soviétique, considérer comme rationnels les efforts d'intégration de la coopération Est-Sud dans les scénarios d'approvisionnement du CAEM, ils n'impliquent cependant aucune amélioration qualitative de la satisfaction des besoins des pays en développement non exportateurs de matières premières.

En effet, si, globalement, le solde des échanges en devises de l'URSS avec les pays en voie de développement est (ventes d'armes exclues) régulièrement négatif (21), il n'en implique pas pour autant une aide déguisée au développement des pays les plus démunis du Sud. L'examen, pays par pays, des échanges révèle que l'essentiel du déficit provient des transactions menées dans le cadre de la recherche d'approvisionnements complémentaires.

Ainsi, en 1978, les achats de céréales à l'Argentine, de fèves de cacao au Brésil, au Ghana et à la Côte-d'Ivoire, et de caoutchouc naturel à la Malaisie ont-ils occasionné 5 des 6 soldes négatifs les plus importants du commerce de l'URSS avec les pays du Tiers Monde. Les achats de céréales représentaient même, alors, à eux seuls, 84,8 % du déficit total des échanges commerciaux (22). Le pétrole libyen, fourni en contrepartie partielle des livraisons d'armes et d'équipements civils, assurait quant à lui, par sa revente à l'Europe Occidentale, de substantielles recettes en devises convertibles.

Les excédents de recettes n'ont pu, certes, qu'être bénéfiques aux économies de ces pays du Sud mais, visiblement, les préoccupations soviétiques étaient d'un tout autre ordre. Sans insister sur les conditions géographiques qui interdisent à l'URSS la production de cacao et de caoutchouc naturel, il suffit, en effet, pour en situer le niveau, de rappeler que les céréales sont considérées comme des produits stratégiques dont il importe de s'assurer sinon l'autosuffisance (espérée, malgré tout, pour le moyen terme) du moins des approvisionnements complémentaires dans

(21) Lemoine (F.) : « La balance des paiements des pays d'Europe de l'Est en 1978 », *op. cit.*, p. 6. Négatif de 385 millions de dollars en 1977, de 494 millions en 1978.

En appliquant la même méthode de calcul aux données disponibles pour 1979, on obtient également un solde négatif pour cette dernière année : — 452 millions de dollars.

(22) Annuaire statistique du commerce extérieur de l'URSS, 1978. Ces 6 soldes sont :
418,9 millions de dollars avec l'Argentine (céréales : 68,8 % des importations) ;
139,0 millions de dollars avec le Brésil (cacao : 61,6 % des importations) ;
153,0 millions de dollars avec le Ghana (cacao : 97,7 % des importations) ;
78,1 millions de dollars avec la Côte-d'Ivoire (cacao : 87,6 % des importations) ;
171,0 millions de dollars avec la Malaisie (caoutchouc natur. : 79,4 % des importations) ;
80,5 millions de dollars avec la Libye (pétrole : 100,0 % des importations).

des conditions optimales de sécurité (23) ; le rappel des mesures américaines d'embargo sur les livraisons de céréales à l'Union Soviétique, suffirait, s'il était besoin, à souligner toute l'importance que revêtent ces achats.

L'axe prioritaire de cette modernisation des relations économiques entre l'URSS et le Sud apparaît alors centré sur la recherche d'approvisionnements complémentaires en matières premières et en devises convertibles. Vue sous cet angle, elle semble orientée vers un renforcement de la puissance économique de l'Union Soviétique plutôt que de son aide au monde en développement.

Conclusion

Le souci de rentabilité qu'on a cru déceler dans l'évolution récente des relations économiques entre l'URSS et le Tiers Monde comporte, certes, des aspects négatifs, notamment pour les pays les plus pauvres. Mais, s'il se perpétue, il permettra peut-être de mieux ancrer ces relations et d'en limiter l'instabilité. Par là même, il s'inscrit d'une façon cohérente dans une perspective plus traditionnelle. Ainsi, la concentration des efforts sur la prospection, l'extraction et le traitement des matières premières semble tout autant ouvrir à une participation plus grande au contrôle des approvisionnements mondiaux qu'à la satisfaction des besoins des industries soviétiques. Elle n'exclut pas en outre, dans certains cas, le maintien d'une approche plus directement politique de certains pays du Tiers Monde, fussent-ils dépourvus de matières premières.

Daniel Pineye

(23) Beaucourt (Ch.) : « Analyse prospective de la politique céréalière de l'URSS et son incidence sur le marché international », *note CEPII*, novembre 1978. Voir aussi du même auteur « URSS : vers quelle autosuffisance céréalière ? », *Lettre du CEPII*, n° 6, février 1980.